

[Text]

government departments at the policy level with which your work is co-ordinated. The question that I have raised in the House during debate is the following. If it was important while the board was operating out of Ottawa to have an office of part of its functions in Calgary, has the board or in fact the government considered the advisability of similarly maintaining an office in Ottawa for purposes of its relationships to Parliament, to other departments and with respect to policy advice to government?

• 1710

Mr. Priddle: Mr. Chairman, let me respond first very broadly and then specifically to Mrs. Catterall.

Mrs. Catterall, it will be extremely important for the board and for me as chairman to ensure that we remain a national board and do not become a regional board, that we remain an energy board, not an oil and gas board, and that we stay completely at arm's length from all of our clients, including that important clientele in western Canada.

You are correct in most of the comments that you have made. We do provide advice to the public, to the minister, to Parliament. We have given the minister a report on, for instance, the future of the Sarnia-Montreal oil pipeline, we are working on one on interprovincial electricity trade in Canada, and in the early fall we will come out with our biennial Canadian energy supply demand report.

We do work for Labour Canada. That is mainly in connection with pipelines, as are the environmental assessments which we do and they tend to fan out, of course, from western Canada, and the restructuring of the Canada Oil and Gas Lands Administration and its merger of part of its functions with those of the National Energy Board also change some of the emphasis in our activities, or broaden the emphasis. However, I firmly believe that since most of the COGLA functions relate to the north, they can better be done from Calgary than from Ottawa.

It is true that we do have a relationship with the Department of Energy, Mines and Resources and its officials. Similarly, the Department of Indian Affairs and Northern Development and the central agencies. However, I am not sure, Mrs. Catterall, that there is the same reason for having an Ottawa office when we are in Calgary as there was for a Calgary office when we were in Ottawa, because the Calgary office had a specific operational function and that was to develop information and carry out liaison relative to petroleum at reserves and resources. It had a function in relation to the board's regulatory work.

We will not have a similar function to perform vis-à-vis an eastern clientele, and for the moment I do not see a need for an office to be maintained in Ottawa. We will have to see that people in the east, whether in the Atlantic provinces,

[Translation]

ministères avec lesquels votre travail est coordonné pour ce qui est de la politique. La question que j'ai posée à la Chambre pendant les débats est la suivante. S'il était important, lorsque l'Office avait son siège social à Ottawa d'avoir un bureau à Calgary dans le cadre de ses fonctions, l'Office ou le gouvernement a-t-il envisagé l'opportunité de faire la même chose, c'est-à-dire de conserver un bureau à Ottawa afin d'assurer les relations avec le Parlement, avec les autres ministères et d'offrir des conseils au gouvernement en matière de politique?

M. Priddle: Monsieur le président, permettez-moi tout d'abord une observation générale avant de répondre plus précisément à M^{me} Catterall.

Madame Catterall, je juge extrêmement important, en ma qualité de président, de m'assurer que l'Office demeure un office national et non pas régional. Il faut que l'Office demeure un office de l'énergie et non pas un office du pétrole et du gaz. Il faut également que nous conservions une indépendance complète vis-à-vis de notre clientèle, y compris nos clients importants de l'ouest du Canada.

La plupart de vos commentaires sont pertinents. Nous offrons effectivement des conseils au public, au ministre et au Parlement. Ainsi, nous avons remis au ministre un rapport sur l'avenir du pipeline Sarnia-Montréal. À l'heure actuelle, nous faisons une étude sur le commerce interprovincial de l'électricité au Canada et au début de l'automne, nous publierons notre rapport bisannuel sur l'offre et la demande énergétique au Canada.

Nous effectuons aussi des travaux pour Travail Canada. Il s'agit d'études portant surtout sur les pipelines, ainsi que des évaluations environnementales qui, bien sûr, émanent surtout de l'ouest du Canada. En outre, la restructuration de l'Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada et la fusion de certaines de ses fonctions avec celles de l'Office national de l'énergie a également modifié l'orientation de nos activités, qui s'en est trouvée élargie. Cependant, étant donné que la plupart des fonctions relevant de l'APGTC porte sur le nord, je suis convaincu qu'il est préférable que ces études soient faites à partir de Calgary plutôt que d'Ottawa.

Il est vrai que nous avons des rapports avec le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources et ses fonctionnaires. Mais cela vaut aussi pour le ministère des Affaires indiennes et du Nord ainsi que les organismes centraux. Cependant, madame Catterall, je ne crois pas que l'on puisse invoquer les motifs qui justifiaient le maintien d'un bureau à Calgary lorsque notre siège social était à Ottawa pour justifier le maintien d'un bureau à Ottawa alors que nous serons à Calgary. En effet, le bureau de Calgary assumait des tâches opérationnelles précises. Il était chargé de recueillir des renseignements et de faire un travail de liaison en rapport avec les réserves et les ressources pétrolières. En outre ce bureau assumait des tâches liées au travail de réglementation de l'Office.

Nous ne serons pas appelés à nous acquitter de telles tâches vis-à-vis de notre clientèle de l'Est et pour l'instant nous ne jugeons pas nécessaire de conserver un bureau à Ottawa. Nous devons nous assurer que les gens de l'Est,